



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement**

**Arrêté n°2024-DCPATE-394**

**portant mise en demeure à l'encontre de la société VALDEFIS de régulariser les  
activités de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite au Poiré sur Vie  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-2, L.514-5 ;

Vu l'article R.511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714 relatives aux installations de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711et 2719 ;

Vu la preuve de dépôt relative au dossier de déclaration déposé par VALDEFIS le 18 mars 2023, pour son site situé à La Loge 85 170 LE POIRE SUR VIE pour :

- une installation de stockage de bois ou de matériaux analogues sous la rubrique 1532-2-b, d'une capacité de 18 000 m<sup>3</sup> – ICPE D ;
- une installation de traitement de déchets non dangereux sous la rubrique 2791-2, d'une capacité de 4 t/j – ICPE DC ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 juin 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 26 juin 2024;

Considérant que lors de la visite des installations exploitées par VALDEFIS effectuée le 25 avril 2024, l'inspectrice de l'environnement spécialité « inspection des installations classées » a constaté que VALDEFIS exploitait un stockage de déchets de bois d'un volume d'environ 15 100 m<sup>3</sup>, composé de 8 100 m<sup>3</sup> déchets de bois d'emballage, de déchets verts et de déchets de bois de chantier ;

Considérant que les déchets de bois d'emballage, déchets verts et déchets de bois de chantier sont des déchets non dangereux au sens du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- 2714 « Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. », le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :
  1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> - (E)
  2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> - (DC)

Considérant que le stockage de 8 100 m<sup>3</sup> de déchets de bois dont l'activité a été constatée lors de la visite du 25 avril 2024, relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 transit, regroupement, tri de déchets non dangereux dès lors que l'installation de traitement de déchets non dangereux ne relève pas de l'autorisation ;

Considérant que l'activité de transit regroupement et tri de 8 100 m<sup>3</sup> de déchets de bois est exploitée sans l'enregistrement nécessaire en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

Considérant que dans le cas où l'exploitant exploiterait une installation de traitement de déchets non dangereux soumise à autorisation, le stockage de 8 100 m<sup>3</sup> de déchets de bois, relèverait du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 en raison de la connexité ;

Considérant que l'exploitant ne dispose pas d'une autorisation environnementale pour le traitement de déchet non dangereux de bois ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société VALDEFIS de régulariser sa situation administrative, soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement pour la rubrique de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de bois (2714), soit en déposant un dossier d'autorisation environnementale pour la rubrique de traitement de déchets non dangereux 2791, soit en cessant ses activités ;

## ARRETE

### **Article 1 - Mise en demeure**

La société VALDEFIS, dont le siège social est situé La Loge 85170 LE POIRE SUR VIE est mise en demeure, pour l'installation de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux qu'elle exploite à la même adresse, de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant un dossier d'enregistrement en préfecture, pour la rubrique de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de bois ;
- soit en déposant un dossier d'autorisation en préfecture, pour la rubrique de traitement de déchets non dangereux de bois ;
- soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois, l'exploitant fera connaître laquelle des trois options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement ou de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective sous un mois et l'exploitant fournit sous trois mois le livrable de la prestation globale ATTES SECUR prévue au III de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## **Article 2 - Respect de la mise en demeure**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

## **Article 3 - Dispositions administratives**

### **Article 3.1 - Délais et voies de recours**

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3.2 - Publicité de l'arrêté**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Vendée pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie sera adressée au maire du Poiré-sur-Vie.

### **Article 3.3 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société VALDEFIS, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **24 JUIL. 2024**

Le préfet,



**Gérard GAVORY**

